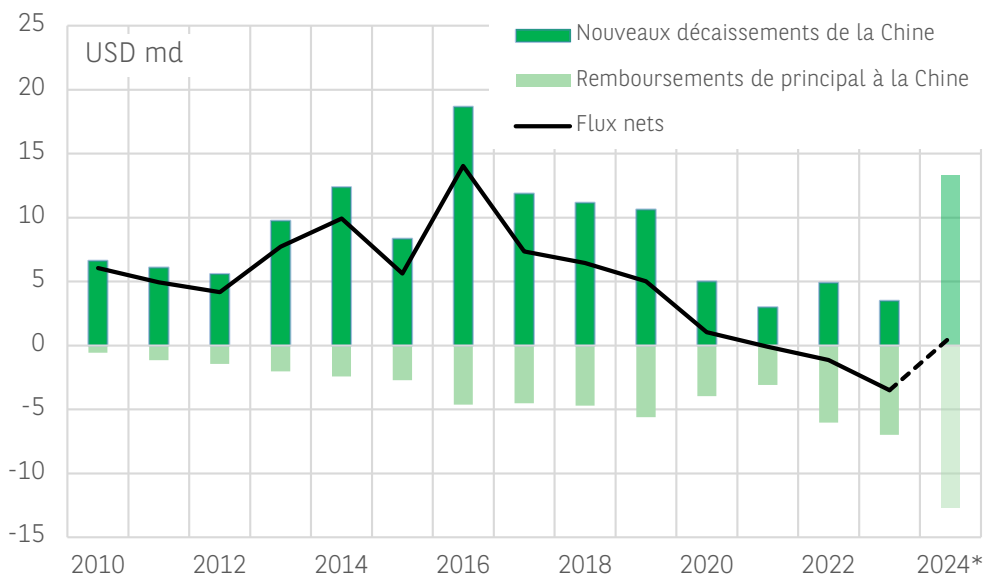


18 décembre 2024

AFRIQUE SUBSAHARIENNE : REBOND EN TROMPE-L'ŒIL DES CRÉDITS CHINOIS

Lucas Plé

Flux de dette publique à long terme depuis la Chine vers l'Afrique subsaharienne



* Données provisoires. Dernière mise à jour le 3 décembre 2024.
Sources : Banque mondiale, BNP Paribas

Malgré des flux nets de dette publique à long terme négatifs sur la période 2021-2023 (voir graphique), la Chine reste en tête des pays qui prêtent le plus aux États d'Afrique subsaharienne¹, devant la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Cependant, la dette publique à long terme due à la Chine s'est contractée de 4,5% en dollars courants entre 2019 et 2023 alors que celle due à l'ensemble des créanciers de la région a augmenté de 15,6%.

La part de la Chine dans le stock de dette publique extérieure à long terme de l'Afrique subsaharienne a ainsi diminué chaque année entre 2019 et 2023, reculant de 18,9% à 15,3%. Plus précisément, entre 2020 et 2023, les décaissements chinois se sont fortement réduits alors que les remboursements sont restés élevés et se sont même alourdis en 2022-2023.

Pour 2024, on constate un fort rebond des décaissements chinois de prêts à long terme, à hauteur de USD 13,3 mds, soit 0,7% du PIB d'Afrique subsaharienne, selon les estimations provisoires de la Banque mondiale. Il s'agit d'un record depuis 2016. Cependant, ce rebond n'indique pas un revirement de stratégie de la Chine sur le continent africain : depuis 2020, la Chine se contente principalement de refinancer les crédits qui arrivent à maturité. En 2024, la hausse subite des nouveaux décaissements est simplement allée de pair avec la reprise du service de la dette des principaux États africains bénéficiaires des crédits chinois. C'est le cas du gouvernement angolais, qui a capté à lui seul 34% des nouveaux crédits chinois en 2024, et dont le service de la dette due à la Chine a repris en juillet 2023 après un moratoire de trois ans. C'est également le cas de la Zambie qui avait fait défaut sur sa dette extérieure en novembre 2020, et qui est parvenue à un accord de restructuration de dette avec ses créanciers bilatéraux et obligataires au premier semestre 2024. En fait, parmi les partenaires privilégiés de la Chine², seul le Nigéria a bénéficié de flux nets positifs, c'est-à-dire de nouveaux crédits, chaque année depuis 2020.

La nouvelle stratégie chinoise à l'œuvre depuis 2020 ne signifie pas pour autant la fin de sa relation privilégiée avec l'Afrique subsaharienne. Malgré une plus grande prudence dans l'octroi de crédits, la Chine souhaite conserver des liens diplomatiques et financiers forts avec les économies de la région, notamment avec les pays riches en ressources naturelles³ (pétrole et minerais nécessaires à la transition énergétique). En outre, elle reste de loin un créancier incontournable de la région. L'encours de ses crédits aux États d'Afrique subsaharienne est cinq fois supérieur à celui de la France, six fois supérieur à celui du Royaume-Uni, et onze fois supérieur à celui des États-Unis.

¹ Seychelles exclues. La base de données de la Banque mondiale, *International Debt Statistics*, se concentre sur la dette publique extérieure à long terme des pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI).

² Les crédits chinois en Afrique subsaharienne sont fortement concentrés sur quelques pays : en 2023, l'Angola concentrait 23% de l'encours des crédits chinois dans la région. Avec l'Éthiopie, la Zambie, le Kenya et le Nigéria, cette part montait à 54%.

³ Les pays riches en ressources naturelles (selon la nomenclature du FMI) concentrent 67% de l'encours des crédits chinois dans la région et 67% du PIB régional.

ECOCONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

ECOFFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ?
La réponse dans vos deux minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page **linkedin** des études économiques

OU TWITTER
voir la page **twitter** des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

© BNP Paribas (2024). Tous droits réservés.

Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change